



Rédaction-Administration :  
19-21 Rue Diderot LENS (P-de-C) Tél. 628  
G.C.P. Joseph SAUTY Lille 558-22

n° 33

Le numéro 5 francs  
Abonnement 60 francs

Mai 1948

# L'ECHO des Mines

Organe des Fédérations des Syndicats Chrétiens Ouvriers et Employés des Mines

## La catastrophe de Sallaumines

Avec les sauveteurs au fond de la mine

Lundi 19 avril : 18 h. 15. Nous sortions de la réunion du Conseil d'administration de la Caisse de Secours de Courrières, à Billy-Montigny. Une animation inaccoutumée dans les rues nous frappe. Des petits groupes discutent fébrilement, les visages sont consternés et anxieux. Nous arrivons à hauteur de la mairie, des conseillers semblent affairés. Je m'approche et j'apprends qu'un coup de poussières s'est donné au puits 4 du Groupe, à Sallaumines, mais impossible d'obtenir des détails. Je téléphone immédiatement à la Direction du Groupe d'où j'obtiens malheureusement la confirmation qu'un violent coup de poussières vient de se produire. Sans perdre de temps, avec Benoît PECCEU, responsable syndical du secteur Nord, nous stoppons la première voiture qui passe et qui nous conduit rapidement au puits sinistré. Une foule qui grossit à vue

d'œil et qui rappelle aux anciens la catastrophe de 1906, s'accroche aux grilles d'entrée. Des pleurs, des cris

notre camarade WYSOCKI père de 7 enfants tué lors de la catastrophe

Cliché « Narodowicz »

## Fidèles à nos morts...

Le 19 avril, à la fosse 4 de Courrières, nous avons vécu de nouvelles heures d'angoisse intense et, avec nos populations minières l'idée nous vint à l'esprit qu'un nouveau 10 mars venait de nous accabler.

COURRIÈRES ! Nom d'une tragique signification qui appelle à l'esprit le souvenir de la plus terrible catastrophe minière que le Monde ait jamais connue.

COURRIÈRES, c'est le nom qui impose à ceux qui seraient tentés de l'oublier, la noblesse du travail de nos mineurs, la sublime grandeur des sacrifices consentis chaque jour par notre vaillante corporation.

Fort heureusement, malgré les craintes éprouvées si tôt l'accident, l'ampleur de celui-ci fut relativement limitée ; sur les quelques 380 camarades en danger, 16 sont morts, c'est encore beaucoup trop !

C'est beaucoup trop de familles endeuillées, perdant à jamais leur soutien. C'est beaucoup trop de veuves et d'orphelins, trop de misères.

Inclinons-nous ! Saluons bien bas ces victimes tombées au Champ d'honneur du Travail ; compatissons à la douleur de ceux qu'ils ont laissés : femmes, enfants, vieux parents.

Comme pour nous donner à tous une leçon de fraternité, le destin a voulu dans sa cruauté, rassembler des hommes et des femmes de tous âges, Français et Polonais de la cité voisine ; prisonniers de guerre d'un pays lointain, hier nos ennemis sur les champs de bataille, sont tombés victimes d'une même catastrophe.

Saluons-les tous. Ils étaient nos FRÈRES DE TRAVAIL, ils étaient tous de notre grande famille : la famille des travailleurs.

C'est bien dans ces sentiments que la classe ouvrière de chez nous a communiqué en ces jours de deuil. C'est bien dans ces sentiments que de tous les coins de France, de tous les pays, sont parvenus à l'adresse des familles si rudement frappées et à l'adresse de la corporation tout entière les témoignages de sympathie et de véritable affection.

Ah ! comme cela est réconfortant.

Mais, pourquoi faut-il que de propos délibéré des notes de discorde soient apportées au moment où tout prédispose à l'union et à l'entente fraternelle ?

Pourquoi faut-il que les pieuses veillées des familles soient troublées par l'écho des dissensions sciemment et savamment entretenues ?

Pourquoi faut-il donc que devant la multitude venue honorer et vénérer ses morts, des paroles outrageantes et sans fondement soient prononcées ?

Mais, passons, il n'est ni dans notre tempérament, ni dans nos intentions d'ouvrir d'inutiles polémiques devant des cercueils, en fin de compte c'est aux travailleurs eux-mêmes de porter un juste jugement. Pour notre part, nous ne le craignons pas.

Avec autorité, la voix de nos Organisations s'est fait entendre, pour réclamer que toute la lumière soit faite sur les causes de la catastrophe ; sur les sanctions éventuelles envers ceux dont la responsabilité serait établie et nous n'accepterons même pas l'IDÉE qu'aucune responsabilité puisse être couverte et assurée de l'impunité.

Et nous disons avec d'autant plus de force qu'aucune excuse ne justifie telle campagne de Presse dont le but est de nourrir dans l'esprit de nos mineurs l'idée permanente de l'insécurité dans le travail ; le doute constant sur la compétence d'un Corps d'ingénieurs dont la tâche consiste précisément à faire produire les Houillères tout en assurant la sécurité de leur personnel.

Hier, nous ne stallions personne. Nous ne le ferons pas aujourd'hui. Une chose compte : la VÉRITÉ !

Nos camarades mineurs pensent avec nous que l'objectivité, la sérénité, la loyauté dans les recherches entreprises sont indispensables pour tirer le maximum d'enseignements de ce drame. Avec nous ils sont convaincus que malgré la sévérité de l'épreuve il faut faire en sorte qu'elle serve à CEUX QUI RESTENT et poursuivent chaque jour leur tâche, afin qu'ils soient assurés d'une plus grande sécurité.

Pour notre part nous ne capitulerons pas devant le devoir qui consiste à tout faire pour qu'il en soit ainsi, car nous n'acceptons pas que le sacrifice de ceux qui sont tombés ait été consenti en vain.

C'est bien le devoir que nos morts nous dictent par delà la tombe. Ils ne crient pas à la vengeance.

Ils restent les témoins de la grande fraternité du Travail.

Comme ils restent les témoins de nos aspirations à la JUSTICE.

L'ECHO

Il faut organiser les secours, mais il est impossible de descendre. Les cages des puits 4 et 11 sont hors d'usage et une fumée opaque et irrespirable remonte des deux puits. Nous décidons de gagner le puits n° 3, à Méricourt-Corons, qui communique avec les puits sinistrés. A notre arrivée, là aussi, même spectacle de la foule accourue et inquiète. Mais les secours sont plus avancés. Ambulances. Service de Secours sont en pleine activité. Avec mes camarades, il est décidé que j'accompagnerai les sauveteurs. Je gagne les lavabos où je rencontre MM. MANGEZ et DRAP, directeur et directeur-adjoint du Groupe, et DELFOSSE et O. BERNARD, de la C.G.T., en train de s'habiller. Je pars avec ces derniers. Arrivés au fond, nous empruntons la voie de fond Désiré S.E. par la veine intermédiaire du puits 3. En route, nous croisons des ouvriers revenant des chantiers et qui ont été groupés par un surveillant. Nous les questionnons : ils n'ont ressenti qu'un souffle d'air et deviné que quelque chose s'était passé par l'arrêt des moteurs que l'air comprimé n'alimentait plus.

Nous arrivons à l'entrée de la bowette sud ; la carrière est en partie effondrée. Avec précaution, nous passons. Partout, nous voyons des pierres et matériaux divers obstruant la voie. Nous sommes dans la zone de fin de compression due à l'explosion. Nous trouvons le cadavre d'un ouvrier, noirci, brûlé, nous saurons son nom plus tard. Un peu plus loin, sur un tracteur, le conducteur est trouvé mort dans la cabine, à son poste. C'est CAPILLON, il fut surpris sur son tracteur par la soudaineté de l'explosion. Lui aussi est dévêtu, les cheveux brûlés. Plus loin, des étincelles jaillissent des bois interposés dans le mur de l'accrochage. De suite, chacun s'emploie à localiser

les morts et les blessés. Encore un début d'incendie, des gerbes d'étincelles surgissent dans la bowette, nous les éteignons rapidement. Nous faisons le tour des accrochages 4 et XI, les portes d'aérage, à l'exception d'une, ont toutes volé en éclat en direction des fronts. Nul doute, le coup vient du puits XI. Nous faisons les dernières constatations. Le coup de poussière s'est arrêté à quelques centaines de mètres de l'accrochage. Il n'y a pas de victime à déplorer au delà.

Il est près de minuit, nous décidons de remonter. Sur une civière, nous chargeons le cadavre d'un ouvrier que nous emportons.

Sur le chemin de retour à la fosse 3, nous sentions tous combien nous



Nos camarades  
Edmond  
STEFANSKI  
et  
Edmond  
JEDRASZCZAK  
grands blessés  
transférés à  
l'Hôpital Foch  
de Suresnes

Cliché « Narodowicz »

l'incendie avec de la marnie, car l'eau fait défaut.

Encore des berlines renversées. un nouveau cadavre carbonisé, c'est QUINCHON méconnaissable, qui brûle. Rapidement, nous étouffons les flammes. Nous jetons de la marnie, la fumée devient moins opaque, l'odeur moins forte. Nous revenons vers les arrêts-barrages : les « Taffanels » ont bien fonctionné ; c'est heureux car le pire aurait été à craindre si le feu avait gagné les fronts.

Nous gagnons l'écurie qui donne l'aspect d'un champ de bataille. A l'entrée les chevaux sont recroquevillés sur eux-mêmes dans une crispation indescriptible. En avant, plu-

## LA FEDERATION DES EMPLOYES à l'honneur

La Croix de la Légion d'Honneur  
à son Secrétaire-Général : Louis DELABY

A l'occasion de la Fête du Travail du 1<sup>er</sup> Mai, notre camarade Gaston TESSIER, Secrétaire général de la C.F.T.C., a procédé à la remise officielle de la Croix de la Légion d'Honneur à Louis DELABY, Secrétaire général de la Fédération des Employés des Mines et membre du Bureau de la C.F.T.C.

Louis DELABY, ce nom évoque non seulement l'action du syndicalisme chrétien chez les employés des mines, mais il évoque toute l'histoire du syndicalisme dans ce milieu où le droit à l'exercice de la liberté syndicale est encore tout récent après avoir été ac-

s'il en fut, pour l'homme et pour l'organisation qu'il incarne ; elle honore tout à la fois le militant qui la porte et l'organisation qu'il représente avec une compétence incontestable et incontestée.

Il fut un temps où l'on pouvait compter sur les doigts les employés des mines du Nord et du Pas-de-Calais adhérents au Syndicat Libre des Employés, car il fallait une certaine dose de courage pour lui donner son adhésion... Et ce syndicat était le seul existant... ayant pour secrétaire ce Louis DELABY qui pouvait apparaître comme un illuminé...

Il fut un temps où, aux mines de Marais, la section prenant malgré tout un certain essor, l'ingénieur en chef du personnel de l'époque, M. Blanchet, pouvait se permettre de faire défiler un à un, dans son bureau, les employés « suspects » de se syndiquer et leur intimer l'ordre de lui remettre leur démission...

Et aux mines de Vicoigne-Noeux-Drocourt, dirigées par M. Beaugrand, chacun se terrait car il n'y faisait pas bon pour ceux des employés qui manifestaient le moindre désir de se livrer à la moindre activité syndicale.



Gaston TESSIER remet la Légion d'Honneur à Louis DELABY

quis au prix d'efforts particulièrement patients et pénibles...

La Légion d'Honneur à Louis DELABY est une récompense légitime

Il fut un temps où les Compagnies minières entendaient préserver à l'importé quel prix leur personnel employé de la « contagion » syndicale...

C'était pendant les années 1925 à 1936, à l'époque où le césarisme des Compagnies minières ne connaissait point de limites...

C'est en ce temps-là, pourtant, qu'un employé des mines de Drocourt poussa la folie jusqu'à oser se présenter sur une liste de la C.F.T.C. aux élections de la Caisse de secours ! Cette « folie équipée » lui valut d'être congédié sans autre forme de procès, malgré ses qualités professionnelles incontestables et ses trois enfants...

Cet employé n'était autre que Louis DELABY.

Et pour juger aujourd'hui des résultats, rappelons seulement qu'il y a quelques semaines à peine, dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais la démonstration était faite que la C.F.T.C. était devenue l'organisation la plus représentative des employés des mines.

Si revanche il y a, disons qu'elle est toute pacifique, mais belle revanche de l'ancien congédié de Drocourt devenu depuis lors Secrétaire général de l'organisation nationale des employés des mines que nous connaissons en plein essor et devenu également Vice-Président du Conseil d'Administration des Charbonnages de France.

Nos camarades présents à la cérémonie du 1<sup>er</sup> Mai n'ont pas manqué de se remémorer les événements de ces vingt années de luttas opiniâtres aux situations parfois dramatiques ; ils n'ont pas manqué de penser qu'une fois encore c'était un digne serviteur de la liberté syndicale et de notre corporation minière qui méritait l'honneur qui leur était rendu par nos organisations syndicales : dont il reste le serviteur exemplaire...

Ils n'ont pas manqué de souhaiter le voir encore longtemps occuper tous les postes où sa compétence se donne libre cours...

C'est le meilleur souhait que nous pouvons formuler, certain d'exprimer le sentiment intime de l'ensemble de nos camarades ouvriers et employés des mines qui ont pu apprécier notre camarade, précurseur et réalisateur du Syndicalisme Chrétien au pays noir.

Marcel FAUQUETTE,  
secrétaire permanent  
de la Fédération  
de COURRIÈRES.

L'ECHO DES MINES



# Après la catastrophe de Sallaumines...

## COMMUNIQUÉ de la Fédération

A l'occasion de la catastrophe de la fosse 4 de Courrières, la Fédération des Syndicats Chrétiens de Mineurs a reçu de multiples témoignages de condoléances et de sympathie de nos camarades dirigeants de la C.F.T.C., des syndicats de bassins, des organisations confédérées et des organisations internationales.

Par la voix de l'Echo des Mines nous voulons adresser aux uns et aux autres l'expression de nos vifs remerciements et leur dire combien nous avons été touchés de ces démarches.

Trois des nôtres sont tombés, dont notre camarade WISOCKI, père de sept enfants, fidèle adhérent de la C.F.T.C. depuis douze ans.

D'autres camarades resteront encore hospitalisés pendant un certain temps par suite des graves brûlures dont ils ont été atteints.

Des syndicats et sections syndicales nous ont fait parvenir des dons, produits de collectes, etc... Nous leur en sommes profondément reconnaissants.

Une aide appréciable est assurée aux familles, mais il faut faire plus et nous appelons tous nos amis à nous aider à apporter une aide plus importante encore aux familles des victimes.

Nous en appelons à tous ceux qui le peuvent et le désirent en nous apportant cette aide à la mesure de leurs moyens.

A cet effet, les souscriptions peuvent être versées à la FÉDÉRATION DES SYNDICATS CHRÉTIENS DE MINEURS, 21, Rue Diderot, à LENS (P.D.C.) C.G. P. Lille 123-42.

Et par avance, au nom des familles privées de leur soutien, au nom de nos camarades blessés, nous vous disons à tous : MERCI.

Pour le bureau de la Fédération des Mineurs

J. Sauty, F. Pierrain

## Pour nos blessés

Les Directions Générales du bassin et du groupe d'Henin-Liétard, ont décidé de transférer à l'hôpital Foch à Suresnes, les ouvriers les plus grièvement atteints lors

de la catastrophe.

Leur transfert s'est effectué le 7 Mai, ils recevront à l'hôpital Foch les soins spéciaux que nécessite leur état.

Parmi les six blessés transférés, et que nos meilleurs vœux accompagnent, nous relevons les noms de quatre de nos camarades des sections de Sallaumines et Noyelles.

Mandaté par la Commission Exécutive, notre camarade Marcel FAUQUETTE, Secrétaire - Permanent du Groupe est intervenu auprès de la Direction en vue de faciliter le transport des familles auprès de leurs blessés. La Direction a pris une décision favorable, les familles seront tenues au courant des dispositions prises pour assurer leur transport.

## Les sauveteurs à l'honneur

Le Journal Officiel du 11 Mai a publié un décret par lequel Monsieur Emmanuel BERTIEUX,

Chef du Poste Central de Secours des Houillères du Nord et du Pas-de-Calais a été nommé Chevalier de la Légion d'Honneur.

Cette distinction est une juste récompense à l'homme compétent et dévoué qu'est Monsieur BERTIEUX, elle honore les hommes qui, sous sa direction sont constamment prêts à se rendre là où il s'agit de sauver des mineurs en danger et ce au péril de leur propre vie.

Lors de la catastrophe de Sallaumines nous avons pu apprécier le courage de Monsieur BERTIEUX et de ses hommes. Au moment où cette distinction récompense leur courage, nos camarades sauveteurs sont à leur poste aux mines de Kénadza où un nouveau sinistre a éclaté.

En cette circonstance, au nom des organisations minières de la C.F.T.C., l'ECHO DES MINES adresse ses vives félicitations au chef et aux hommes qui incarnent les plus hautes qualités de dévouement et d'abnégation qui font honneur à nos vaillantes populations ouvrières.

L'ECHO DES MINES

## Le Comité National de la C.F.T.C. et le problème des prix

### La Résolution Générale

Le 79ème Comité National de la C.F.T.C., réuni à Paris les 17 et 18 Avril 1948,

— Approuve l'action de son représentant à la Délégation des salaires et des prix du Conseil Economique ;

— Constate que les efforts entrepris par les organisations de la C.F.T.C., notamment auprès du Gouvernement et au sein du Comité National de lutte contre la chère, s'ils ont contribué à une certaine stabilisation des prix, n'en ont pas amené la baisse ;

— Réaffirme que seule, la baisse des prix assurera valablement l'amélioration du pouvoir d'achat, maintenant sa volonté d'aboutir sur ce terrain ;

— Observe que le Gouvernement n'a pas été, jusqu'à présent, assez uni ni assez énergique et que, de

plus, il a été trompé, notamment dans le cas du poisson, par des producteurs et commerçants reniant leurs engagements ;

— Souligne que le temps n'est pas aux discussions de doctrine puisque, aussi bien le pseudo-dirigisme des années 1944 à 1947 que le libéralisme actuel ont été décevants, mais qu'il s'agit de décider et de réaliser ;

— Déclare que l'intérêt des travailleurs est de coopérer avec les producteurs agricoles afin de réaliser pratiquement la baisse des prix des denrées alimentaires par des échanges constants et directs entre la production et la consommation.

En conséquence, le Comité National déclare que le Gouvernement se doit de prendre les mesures suivantes :

a) POUR AMÉLIORER LES AP-PROVISIONNEMENTS :

Accentuation, pendant la période de soudure, des importations de denrées essentielles ;

Commercialisation immédiate des stocks alimentaires de l'Intendance, par le moyen des coopératives et magasins-témoins ;

Recherche et vente de tous stocks de vivres ;

Mise en route des articles d'utilité sociale ;

b) POUR FAIRE BAISSER LES PRIX :

Réduire les taxes sur les produits dont les prix sont encore contrôlés.

Décider, compte tenu de ce que les salaires sont fixés, par arbitrage gouvernemental, après discussion des organisations syndicales patronales et ouvrières, qu'une procédure identique sera appliquée aux prix des principaux articles, à tous les stades de la production et de la distribution ;

Remplacer les taxes de marque en pourcentage par des marges calculées en valeur absolue ;

Obliger toute entreprise qui augmente, au-delà des maxima légaux, les salaires ou primes de son personnel, à appliquer à ses prix de vente une baisse d'une valeur équivalente à celle des relèvements accordés ;

Répartir les matières premières, le carburant, les engrais, etc., aux seuls producteurs qui livrent leurs produits à des prix en baisse et qui participent à la réalisation des programmes d'utilité ;

Obliger les entreprises industrielles ou agricoles à servir en priorité les coopératives en règle avec la loi et les commerçants acceptant l'abaissement de leurs taux de marges ;

Appliquer inexorablement et au maximum les lois punissant les spéculateurs.

Le Comité National, par ailleurs, reste convaincu qu'une solution durable ne sera pas obtenue sans l'augmentation de la productivité, notamment par une organisation et un équipement rationnels.

Conformément aux décisions du Bureau Confédéral du 15 Février 1948, le Comité National met en demeure le gouvernement de prendre immédiatement toutes mesures susceptibles d'amener, au 31 Mai, une baisse de 10 % sur les prix.

Au cas où un premier palier de 5 % ne serait pas atteint à la date du 30 Avril, il donne mandat au Bureau Confédéral de proposer aux autres organisations ouvrières une action commune pouvant aller jusqu'à des cessations de travail généralisées, de durée limitée.

J. SAUTY

# Pour les familles des victimes d'accidents mortels

## Il faut faire plus... et vite !

La catastrophe de Courrières qui vient d'entraîner une fois de plus la corporation minière, n'a pas manqué de rappeler à l'attention de tous la situation tragique des familles des victimes d'accidents mortels.

Lorsqu'un tel accident se produit, nous assistons à de vastes mouvements de solidarité ; les collectivités, publiques, l'ensemble de nos populations minières, les Pouvoirs Publics, le Parlement, etc... apportent une appréciable contribution dans l'organisation de l'aide matérielle aux familles, ce dont chacun ne peut que se féliciter.

Mais, ce que l'on oublie trop souvent, c'est que chaque année dans le seul Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, c'est une moyenne de 120 accidents mortels que nous enregistrons. Cent - vingt camarades qui tombent obscurément, isolément à la tâche...

Et dans ce cas, la famille aura droit aux frais funéraires pris en charge par l'entreprise, une collecte sera faite au puits où la victime était occupée, la veuve et les orphelins attendront la rente prévue par une législation insuffisante... Et ce sera l'oubli, bien que pour la famille les conséquences seront les mêmes, si le soutien était tombé dans un accident qui émet l'opinion publique et force sa générosité.

C'est pourquoi, après avoir examiné une fois de plus ce grave problème, la Commission Exécutive a décidé d'alerter les différents organismes du bassin afin d'étudier en commun les moyens de constituer un organisme spécial de solidarité qui, automatiquement, apporterait une aide substantielle aux familles de nos camarades victimes du travail.

A cet effet, en date du 28 Avril, nous adressons la lettre suivante au Secrétaire de la C.G.T. et de la C.G.T. - F.O.

LENS, le 28 Avril 1948

Monsieur J. LEGRAND

Secrétaire Général  
du Syndicat des  
Mineurs C.G.T.  
32, Rue Casimir Beugnot  
à Lens

Camarade secrétaire,

La catastrophe qui s'est produite la semaine dernière à la fosse 4 de Courrières, donne lieu à un magnifique élan de générosité, les initiatives se multiplient pour venir en aide aux familles des victimes.

A bon droit, chacun se félicite de ce courant de solidarité, mais nous trouvons dans ce fait même matière à réflexion sur la situation des familles des victimes d'accidents mortels de moindre ampleur, ces familles ne se trouvant pas aidées dans les mêmes conditions, ne recevant souvent qu'une aide très réduite et les réparations légales insuffisantes.

Chaque année dans le Bassin du Nord et du Pas-de-Calais, c'est une moyenne de 120 accidents mortels qui sont enregistrés et nous pensons que les organisations ouvrières doivent prendre l'initiative d'être à la base de la création d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide à toutes les familles de nos camarades victimes de ces accidents.

Il ne fait aucun doute que l'accord sera unanime sur le principe de créer ce fonds de solidarité, nous vous proposons donc de réunir au plus tôt une commission intersyndicale qui étudierait les moyens de financement de cet organisme ; il nous appartient également d'établir la réglementation générale propre au fonctionnement de cette caisse.

Nous sommes à votre disposition pour nous mettre d'accord sur la fixation de la date de la réunion au cours de laquelle nous pourrions

procéder à un échange de vues.

Dans l'attente, nous te prions d'agréer l'expression de nos sentiments syndicalistes.

Pour le Syndicat Libre  
des Mineurs  
J. SAUTY

Pour le syndicat des employés et  
agents de maîtrise  
L. DELABY

Suite à cette démarche, la C.G.T. nous faisait parvenir la lettre suivante :

LENS, le 29 Avril 1948

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 28 courant, relative à la création d'un fonds de solidarité pour venir en aide aux familles des agents des Houillères, victimes d'accidents mortels.

Nous portons à votre connaissance que cette question ne nous a pas échappé et croyons utile, comme vous, de faire les accords nécessaires en vue de la création de ce fonds de solidarité.

D'autre part, à la dernière réunion du Conseil d'Administration des Houillères du Bassin, notre camarade André PARENT a posé l'application de ce principe.

Nous soumettrons votre proposition à la prochaine réunion de notre bureau et nous vous avisons de notre décision prise.

Recevez Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de nos sentiments syndicalistes.

Pour la Fédération régionale,  
Un des secrétaires,  
J. LEGRAND

De son côté C.G.T. - F.O. nous répondait :

LENS, le 29 Avril 1948

Camarades secrétaires,

J'ai bien reçu votre lettre du 28 courant qui a trait à la création d'un fonds de solidarité destiné à venir en aide aux familles des victimes d'accidents mortels.

Je communiquerai votre lettre au Bureau du Syndicat qui décidera de la suite à donner. Inutile de vous dire qu'en principe nous sommes d'accord puisque, au nom de notre Organisation syndicale, je suis intervenu dans ce sens au Conseil d'Administration des Houillères qui s'est tenu hier.

Recevez, Camarades Secrétaire, mes salutations syndicalistes.

Le Secrétaire Général,  
LAMPIN

Enfin, en date du 4 Mai, une nouvelle lettre du secrétariat de la C.G.T. nous parvenait, en voici le texte :

LENS, le 4 Mai 1948

Monsieur le secrétaire,

Nous accusons réception de votre lettre du 28 Avril, par laquelle vous nous soumettez de créer un fonds de solidarité pour les familles des victimes d'accidents mortels survenus dans les Houillères.

Nous vous remercions que les représentants de notre Fédération régionale ont proposé au cours de la dernière réunion du Conseil d'Administration des Houillères, la création d'un fonds de solidarité, pour venir en aide à toutes les familles des victimes d'accidents mortels, alimenté par les Houillères.

D'autre part, étant la solidarité envers les familles des victimes du 4 de SALLAUMINES, nos représentants ont demandé, la même aide à la famille de l'ouvrier PETIT, tué aux mines de Marles, le

même jour de la catastrophe.

Nous regrettons fortement que cette proposition fut repoussée par tous les administrateurs C.F.T.C., F.O., et la direction générale.

Vous n'ignorez pas qu'en général les causes et les responsabilités des accidents incombent à l'exploitant et que d'autre part, les familles ouvrières se débattaient dans de nombreuses difficultés et ne peuvent même plus, acheter le strict minimum alimentaire nécessaire à leur besoin. De plus, les mineurs et similaires ont vu l'augmentation du plafond des retenues pour la C.A.N. et la sécurité sociale, décidée par le Ministre du Travail et de Sécurité sociale, Daniel MAYER, ce qui porte pour un ouvrier gagnant un salaire mensuel de 23.000 frs, une cotisation supplémentaire de 600 frs. par mois.

Dans ces conditions, la création du fonds de solidarité alimenté par des cotisations ouvrières nous semble inadmissible en conséquence, ce, nous maintenons le principe de la création d'un fonds spécial de solidarité, alimenté uniquement par les Houillères et géré par les Comités des œuvres sociales des groupes.

Veuillez recevoir Monsieur le Secrétaire, nos salutations syndicalistes.

Pour la Fédération régionale,  
Un des secrétaires :  
J. LEGRAND

Voilà donc, objectivement, où en est la question.

Ce n'est certes pas devant un tel problème qu'il convient de s'arrêter à de vaines questions de préséance, encore moins à la polémique, l'essentiel étant d'aboutir.

Nous ferons toutefois remarquer au camarade Legrand que TOUS les représentants du personnel au Conseil d'Administration, TOUS les membres du Conseil ont été unanimes à reconnaître qu'il convenait de s'arrêter sérieusement devant ce problème et d'y apporter une solution.

Et ce que le camarade Legrand ignore pas non plus, c'est que précisément, IL ETAIT IMPOSSIBLE DE DISTRAIRE des sommes collectées au profit des familles des victimes de Sallaumines, une somme aussi minime fut-elle, au profit d'une autre famille dont le soutien fut victime d'un autre accident.

C'est justement là que nous touchons le fond même de la question et le camarade PARENT ne m'en voudra pas si je le prends à témoin qu'au cours de la réunion du C.A., dont il est fait état, chacun dut convenir de l'impossibilité de voir laquelle nous nous trouvions.

Quoi qu'il en soit, le principe même de la création d'un fonds spécial de solidarité en cas d'accidents mortels est posé. Nous l'avons fait avec la certitude que si des divergences peuvent exister sur les moyens de l'alimenter et de le gérer, il est de fait que de toutes parts nous sommes d'accord pour dire que ce fonds doit exister et qu'il est urgent de le constituer et le mettre à contribution en faveur des familles.

Ceci étant, il convient aux uns et aux autres de faire preuve de réalisme, d'apporter le maximum de compréhension et de bonne volonté à cette création dont l'unique but est d'améliorer le sort des familles frappées par l'adversité.

Pour notre part, nous ne ferons rien qui puisse en retarder le fonctionnement, c'est une responsabilité que nous ne prendrons pas.

Nous ne manquerons d'ailleurs pas d'y revenir.

J. Sauty

# CATASTROPHE A KENADZA

Dans le Sud-Oranais comme à Sallaumines, à quelques jours d'intervalle, la mine vengeresse vient de frapper chez nos camarades mineurs d'Afrique du Nord.

A l'heure où nous écrivons, quatre victimes sont dénombrées, souhaitons que la liste en soit définitivement close...

Là aussi des victimes consumées par l'incendie, là aussi des familles dans la douleur et la détresse...

Les victimes de Kénadza ont succombé à la même tâche que celles de Sallaumines, les familles sont intimement unies par la même affliction et les mineurs de tous les pays témoignent à nos camarades Nord - Africains et à leurs familles les mêmes sentiments d'affliction et ardente sympathie.

Mais, nous ne pensions pas, hélas, avoir raison si tôt lorsque nous demandions dans l'intérêt même de la profession minière, au nom de tous les intérêts en cause, de ne pas passionner le débat ouvert sur la question des responsabilités engagées dans la catastrophe de Sallaumines...

Il y a quelques semaines, se tenait à Paris l'Assemblée des délégués de la C.G.T. dans les Comités d'Entreprise. Il y fut publiquement fait état des qualités éminentes d'un technicien à qui la direction du bassin le plus important de la métropole fut refusée et qui, en quelques semaines, seulement à Kénadza, avait fait augmenter la production, fait baisser le prix de revient dans des proportions importantes... Ce technicien capable d'une telle réalisation dans le temps nécessaire à s'installer n'était autre que Monsieur THOMAS, ancien ingénieur aux mines d'Os-tricourt.

Et c'est la catastrophe d'une ampleur identique à celle de Sallaumines, qui vient jeter par terre tous les effets oratoires qui n'ont rien de commun avec la réalité ; nous sommes dans l'obligation d'enregistrer qu'en la circonstance c'est un bien mauvais service qui a été rendu à l'homme que l'on prétendait défendre et dont les qualités auraient pu être mises en valeur avec un peu plus de discrétion.

Disons-nous pour autant que Monsieur THOMAS est responsable

de l'accident de Kénadza ?? Non pas ! Nous y trouvons simplement la preuve flagrante qu'en des circonstances aussi pénibles il est pour le moins déplacé de passionner l'opinion publique et d'entacher ce débat de considérations politiques.

Comme nous l'avons dit hier, nous répétons aujourd'hui que pour chacun de ces accidents TOUTE LA LUMIERE DOIT ETRE FAITE ; que les responsabilités éventuelles doivent être SEVEREMENT SANCTIONNEES ; mais que tous les intérêts en cause exigent que la recherche de ces responsabilités soit poursuivie sans passion, SANS AUTRE PASSION QUE LE SERVICE DE LA VERITE. Et nous ajoutons que les hommes, les techniciens responsables de la direction de nos puits, responsables de la vie d'AUTRES HOMMES ne doivent pas être mis inconsciemment en cause tant que la preuve formelle n'en a été établie.

Nous n'avons pas à mâcher nos mots avec qui que ce soit, nous ne serons pas et nous ne sommes pas les moins sévères à l'égard des responsables de négligences aussi minimes soient-elles... Mais, c'est précisément parce que la sévérité doit être mise au service de la justice que nous ne saurions nous départir d'une attitude de stricte objectivité.

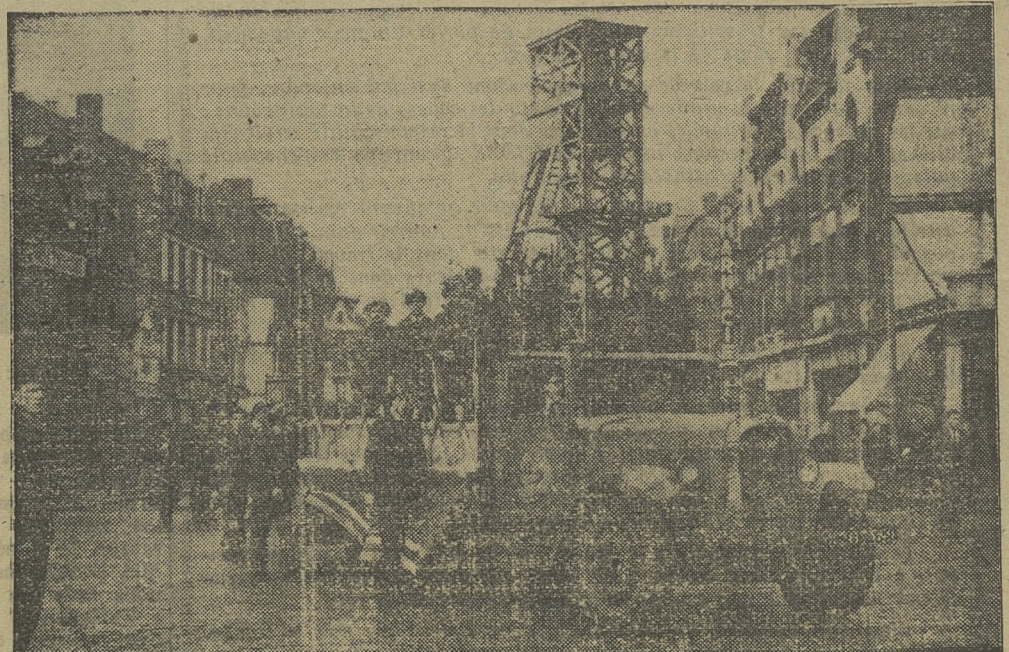
Nous n'avons pas à rechercher une vaine popularité pas plus que nous n'avons à craindre l'impopularité par les positions que nous défendons... Nous n'avons et nous n'aurons pour seul souci que la défense des légitimes intérêts de nos camarades de travail.

Ils ont droit au maximum de SECURITE et de PROGRES dans leur vie familiale, sociale et professionnelle. Dans l'action nécessaire pour y parvenir nous nous déroberons pas à l'indispensable HONNETETE, sur laquelle nous entendons baser toutes nos activités.

Et comme après tout, c'est l'efficacité seule qui compte, nos camarades mineurs nous jugeront avec le bon sens et l'impartialité dont ils sont encore les détenteurs et, fort heureusement, ces qualités ne leur font pas défaut.

J. SAUTY

La  
Fête  
du  
1er  
Mai  
à  
Lens



Le char à la "Gloire du Travail"



## Les Secours alloués par la Caisse Autonome Nationale

(Application de l'Art. 163, décret du 27 Novembre 1946)

Il arrive très souvent que des camarades nous écrivent au sujet des secours alloués par la Caisse autonome en application de l'article 163 du décret du 27 novembre 1946, les mêmes questions nous sont posées régulièrement à l'occasion de nos réunions syndicales.

Nous pensons donc que pour documenter utilement nos camarades il apparaît plus simple de leur donner par la voie de notre journal des explications assez détaillées qui, nous l'espérons, donneront satisfaction à tous ceux que cela intéresse.

Signalons toutefois qu'il reste quelques points à régler et que la Commission des Liquidations de la C. A. N. est chargée de rapporter ses conclusions devant le Conseil d'administration.

Pour plus de clarté, reproduisons une partie des textes en question.

L'article 163 du décret du 27 novembre 1946 dispose :

« Des secours peuvent être attribués dans la limite d'un crédit global fixé chaque année par le Conseil d'administration de la Caisse autonome nationale aux personnes qui étaient à la charge du défunt DURANT LES TROIS ANNÉES PRÉCÉDANT LE DÉCÈS et qui n'ont pas droit au bénéfice des prestations prévues à la présente section.

« La décision d'attribution est prise par ledit Conseil sur avis conforme de la Société de Secours et de l'Union régionale à la suite d'une enquête opérée dans les conditions définies par le décret prévu à l'article 220.

« Le secours ne peut être en aucun cas cumulé avec un secours de même nature ou une pension de veuve à la charge du Fonds spécial de Retraite visé à l'article 64. »

D'autre part, l'article 156 du décret d'application du 22 octobre 1947, après avoir énuméré les pièces que doivent contenir les demandes adressées aux Sociétés de Secours minières, aux fins d'attribution des secours susvisés, énonce que :

« La Société de Secours doit, après réception de la demande, faire procéder à toute enquête de nature à faire connaître si l'intéressé remplit les conditions prévues à l'article 163 du décret du 27 novembre 1946.

« Le dossier ainsi complété est soumis pour avis au Conseil d'administration de la Société de Secours et transmis à l'Union régionale accompagnée de la délibération dudit Conseil.

« L'Union régionale, après avis de son Conseil d'administration et, le cas échéant, une enquête complémentaire, adresse le dossier de l'intéressé, auquel est joint un extrait de la délibération dudit Conseil, à la Caisse autonome nationale, pour décision et fixation du montant des secours à attribuer.

« CELUI-CI NE PEUT, EN AUCUN CAS, ÊTRE SUPÉRIEUR À LA PENSION DE RÉVERSION QUI SERAIT ACCORDÉE À UNE VEUVE DONT LE MARI AURAIT ACCOMPLI UNE MÊME DURÉE DE SERVICES QUE LE DÉFUNT.

« CETTE DÉCISION EST SANS APPEL. »

### CONSTITUTION DES DOSSIERS

La demande de secours doit être présentée à la Société de Secours minière à laquelle était affilié en dernier lieu le défunt. Si le demandeur ne réside pas dans la circonscription de cette Société, la demande peut être adressée à la Société de Secours du lieu de sa résidence.

La demande est établie sur une formule imprimée du modèle T à demander à la Caisse de Secours. Elle comporte toutes les pièces énumérées au recto de la formule. Le relevé de services figurant à la 2<sup>e</sup> page et le questionnaire de la 3<sup>e</sup> page peuvent être remplis par le demandeur. L'attention est attirée sur l'importance de cette questionnaire.

Dès la réception de la demande, la Société de Secours vérifie si toutes les pièces requises sont produites, si l'engagement devant figurer sur la formule T a été souscrit et si le questionnaire a été rempli. Sinon, elle prie le demandeur de fournir les pièces manquantes et de compléter la formule.

Elle fait procéder ensuite à l'enquête prescrite portant, notamment, si le demandeur a été réellement à la charge du défunt durant les TROIS ANNÉES ayant précédé son décès et si ses déclarations relatives à ses ressources sont exactes ou dans quelle mesure elles doivent être rectifiées.

Selon les décisions prises, les enquêtes doivent être très poussées pour donner toutes garanties sur la situation des intéressés, les enquêtes seront donc invitées par les Sociétés de Secours à énoncer sur quels faits ou sur quelles preuves il s'appuient pour reconnaître le cas échéant, que la condition d'avoir été à la charge du défunt durant ces

trois années est bien remplie. Touchant les ressources, ils seront priés de fournir, en outre, des indications détaillées permettant d'apprécier la situation pécuniaire des intéressés.

### AVIS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOCIÉTÉ DE SECOURS MINIERE

Le dossier complété par le rapport d'enquête modèle T1, est soumis au C.A. de la Société de Secours dont l'avis est transcrit à la suite du rapport d'enquête. A ce sujet, il est signalé que la COMMISSION DES LIQUIDATIONS DEMANDE AUX CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS DE SE MONTRER TRÈS STRICTS DANS LEUR APPRÉCIATION, AFIN D'ÉVITER L'OCTROI INCONSIDÉRÉ DE SECOURS.

De ce qui précède, nous pouvons résumer que les personnes susceptibles de bénéficier de ce secours doivent s'adresser à la Caisse de Secours où était affilié le défunt. La Caisse de Secours, après enquête, transmet à l'Union régionale qui peut, si elle le juge utile, faire procéder à une enquête complémentaire avant d'adresser le dossier à la Caisse autonome, pour décision et fixation du montant du secours à attribuer.

### RETROACTIVITÉ DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 163

Le Conseil d'administration de la Caisse autonome, après avoir constaté qu'il est de tradition constante que, lorsque des mesures nouvelles viennent améliorer la situation des titulaires du régime spécial de la Sécurité sociale dans les Mines, ces mesures soient appliquées à tous les assurés et à leurs veuves qui remplissent les conditions requises, à partir du jour de la mise en vigueur de ces dispositions, quelle que soit la date à laquelle les droits des intéressés se sont ouverts, s'est prononcé expressément au sujet des veuves susvisées et a admis qu'en principe les dispositions des articles 156 et 157 s'appliqueraient aux veuves dont les droits se sont ouverts antérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1947, c'est-à-dire, lorsque leurs maris sont décédés avant cette date, dès l'instant qu'ils étaient en activité de services à leur décès ou bénéficiaires d'une pension d'invalidité générale ou professionnelle.

Il se posera dans bien des cas de délicats problèmes de preuves lorsqu'il s'agira de savoir si le demandeur a été réellement à la charge du défunt durant les trois années précédant le décès.

Supposons par exemple, le cas d'une femme prétendant avoir vécu maritalement et avoir été, de ce fait, à la charge d'un retraité normal de la Caisse autonome durant les trois années précédant le décès survenu en mars 1914, il y a donc 34 ans. Quelles preuves pourra-t-elle apporter de la réalité de cette situation ?

Ainsi qu'il est dit plus haut, c'est à la Caisse de Secours et à l'Union régionale d'effectuer les enquêtes nécessaires, en particulier lorsque la période de trois ans à considérer est très éloignée.

Dans l'exemple choisi, il sera peut-être impossible d'apporter une preuve quelconque et, dans ce cas, le rejet de la demande s'ensuivra nécessairement.

### CONDITIONS À REMPLIR PAR LE DÉFUNT

Tandis que l'article 163 a apporté un très large assouplissement aux conditions que doivent remplir les personnes bénéficiaires des secours prévus audit article, par rapport aux conditions qui sont exigées des bénéficiaires des prestations normales (pension de veuves, allocation d'orphelins), le même article n'a prévu aucune modification des conditions qui doivent être réalisées en la personne du défunt.

Dès lors, on est conduit à considérer que le défunt devra, en SA PERSONNE, remplir les conditions requises pour l'ouverture du droit aux prestations normales dues au décès d'un affilié, puisque les secours, sont en somme des avantages destinés à remplacer ces prestations.

Il convient de rappeler, pour appuyer cette interprétation, que les dispositions de l'article 163 ont été insérées dans le décret du 27 novembre pour les concubines, différents membres de la Commission de Réduction ayant souligné qu'il était pénible de voir des femmes ayant partagé pendant plusieurs années la vie d'un ouvrier mineur privées de toute prestation, FAUTE D'AVOIR RÉGULARISÉ LEUR SITUATION PAR LE MARIAGE, souvent, d'ailleurs, en raison de circonstances indépendantes de leur volonté.

Le sentiment des auteurs de la pro-

position qui a abouti au texte de l'article 163 était donc d'accorder ces secours dans le cas où une prestation normale aurait été attribuée s'il y avait eu mariage, et cette attribution supposait évidemment que les conditions habituellement requises en la personne de l'ouvrier mineur et particulièrement celles relatives à la durée des services se trouvaient remplies.

Si le Conseil retenait ces considérations, les secours seraient attribués :

1<sup>o</sup> En ce qui concerne les orphelins ou, d'une manière plus générale, les descendants, si le défunt justifiait de la durée et de la régularité des services, requises pour l'octroi des allocations mensuelles d'orphelins, c'est-à-dire s'il avait été occupé dans une exploitation minière pendant les deux années ayant précédé son décès et s'il avait totalisé, durant cette période, 470 ou 528 jours de travail ou de repos pour blessure ou maladie, suivant la répartition hebdomadaire du travail ;

2<sup>o</sup> En ce qui concerne les autres personnes, si le défunt comptait : Soit 15 ans de services miniers ;

Soit de 3 à 14 ans de services miniers à condition, dans ce cas, qu'il fût titulaire d'une pension d'invalidité générale ou professionnelle ou décédé en activité de service à la mine, en comptant, suivant le cas, 420 ou 500 jours de travail effectif durant les deux années qui ont précédé le décès, le début de la maladie ou la survenance de l'accident cause de la mort.

### BÉNÉFICIAIRES DE SECOURS

D'après le texte de l'article 163, les bénéficiaires du secours sont exclusivement les personnes qui étaient à la charge du défunt durant les trois années précédant le décès et qui n'ont pas droit au bénéfice d'une pension d'invalidité, vieillesse ou décès (pensions de survivants).

En dehors des descendants du défunt et des concubines déjà cités, les personnes qui pourront solliciter le secours seront les veuves qui, ne réunissant pas les conditions d'antériorité du mariage n'ont pu obtenir une pension bien que leur mari ait justifié du temps de service requis.

La Commission des Liquidations, qui sera appelée à se prononcer sur les demandes qui émaneront, le cas échéant, d'autres personnes, aura à fixer, au moment où elle examinera ces demandes, sa jurisprudence à cet égard.

D'autre part, le secours, comme son nom l'indique, étant destiné à venir en aide aux personnes qui en ont besoin, ne devra être accordé qu'à celles qui n'auront pas d'autres ressources suffisantes.

A cet égard, il semble que le secours ne devra être attribué que lorsque les ressources de l'intéressé, y compris ce secours, ne dépasseront pas le montant fixé actuellement à 45.000 fr. pour l'attribution de l'allocation aux vieux.

Si les ressources, compte tenu du secours, dépassent ce montant, le secours pourra être attribué dans la limite de la différence existant entre les ressources et le montant susvisé. Les intéressés devront donc lors de leur demande, déclarer leurs ressources telles que revenus du travail, bénéfices industriels, commerciaux ou artisanaux, revenus mobiliers ou immobiliers, rentes viagères ou pensions, allocation d'assistance aux vieillards, infirmes ou incurables, allocation aux vieux travailleurs salariés, allocation aux vieux, etc., et en faire connaître le montant.

Les Sociétés de Secours devront vérifier si les déclarations des demandeurs à cet égard sont exactes. Par ailleurs, ces derniers devront souscrire, lors de leur demande, l'engagement de signaler à la Caisse autonome tous les changements qui pourront se produire dans leur situation en ce qui concerne leurs ressources et leurs moyens d'existence.

### MONTANT DU SECOURS. PÉRIODICITÉ, MODE DE PAIEMENT ET ARRÉRAGES APRES DÉCÈS

Comme il a été indiqué ci-dessus, le montant du secours ne peut, en aucun cas, être supérieur à la pension de réversion qui serait accordée à une veuve dont le mari aurait accompli la même durée de services que le défunt.

De cette prescription, on peut déduire que le secours devra être en principe, fonction de la durée de services du défunt lorsque la prestation qui aurait été attribuée aux bénéficiaires normaux aurait elle-même été fonction de cette durée de services.

Dans le cas des DESCENDANTS le secours devra être toutefois d'un montant uniforme quelle que soit la durée des services du défunt, par analogie avec l'allocation mensuelle

accordée aux orphelins, sans pouvoir, bien entendu, dépasser le montant de la pension de réversion qui serait accordée à une veuve dont le mari aurait accompli la même durée de services que le défunt.

D'autre part, si le secours ne peut, en aucun cas, être supérieur à cette pension de réversion, il peut cependant être égal à celui-ci.

Devant la diversité des cas qui pourront se présenter, en particulier lorsqu'il s'agira de concubines ou de veuves remarquées tardivement, il semble qu'il appartiendra à la Commission des Liquidations de fixer dans les limites légales suivant certains principes quelle dégrada de situations qui lui seront soumises ; elle pourra d'ailleurs demander, lorsqu'elle le jugera utile, l'avis de la Société de Secours et de l'Union régionale à cet égard.

Par ailleurs, il apparaît, ainsi que

la Commission des Liquidations l'a admis, que les secours sont des prestations à caractère périodique comme les pensions puisqu'il est créé une analogie avec les pensions de réversion dues aux veuves en limitant le montant du secours à celui desdites pensions.

Le paiement des secours paraît donc devoir être effectué selon le mode en vigueur pour les pensions servies par la Caisse autonome, c'est-à-dire en ce qui concerne les anciens départements, trimestriellement et à terme échu au moyen d'un livret comportant un extrait d'inscription et des coupons, chaque acquit trimestriel devant donner lieu à une déclaration du bénéficiaire reconnaissant que sa situation ne s'est pas modifiée en ce qui concerne ses ressources et moyens d'existence constatés lors de la présentation de la demande. En ce qui concerne les départements recouvrés, le mode de paiement en usage dans cette région sera appliqué.

Enfin, il semble qu'en raison de leur caractère, les secours ne devront pas donner lieu au paiement, au profit de la succession, des arrérages échus et non versés au moment du décès du bénéficiaire.

Nos camarades lecteurs voudront

## Ce que vous devez savoir :

# LA SILICOSE

Ce mot résonne étrangement dans les rangs de nos camarades mineurs, et nombreux se demandent quelles sont les particularités de cette maladie et quels sont exactement les droits de ceux qui en sont atteints.

C'est pour répondre à toutes ces interrogations que nous avons pensé intéresser nos lecteurs par une étude succincte de cette question.

Avant d'en venir aux dispositions de la loi du 3 Août 1945, réglée par le décret du 17 Novembre 1947, fixant l'application aux Maladies Professionnelles en particulier la Silicose, et pour nous retrouver dans ce qu'on pourrait appeler un labyrinthe en parlant de cette loi, nous avons scindé notre étude en trois parties :

- 1<sup>o</sup> Qu'est-ce que la Silicose ?
- 2<sup>o</sup> Champ d'application de la Loi.
- 3<sup>o</sup> Procédure.

### QU'EST-CE QUE LA SILICOSE ?

Cette maladie professionnelle a pris le nom de la poussière que nos bowteliers connaissent bien « la silice ». Elle est dénommée dans certains bassins « Maladie du Rocher », puisque les ouvriers travaillant dans les roches en sont les premiers atteints.

Cette maladie n'est cependant pas une nouveauté. Quel est celui de nos lecteurs qui n'a pas connu ce vieux mineur retraité ou non, toussant et crachant pendant des journées entières, et le vocabulaire populaire avait trouvé pour les désigner le mot expressif de « poussif ».

On mettait cela sur le compte de l'asthme ou de l'emphysème. Alors qu'en réalité, nos vieux mineurs étaient atteints, dans 95 % des cas, de ce fléau : « la Silicose ».

C'est une maladie chronique des poumons (fibrose pulmonaire) causée par l'inhalation plus ou moins prolongée des poussières de silice.

Et, pour bien comprendre, nous nous permettons de citer un passage de la brochure du Docteur Jean MAGNIEN, « Prophylaxie de la Silicose ».

« Le docteur, ardent défenseur des ouvriers et en même temps éminent spécialiste en matière de pneumoconiose, précise :

« Comment la silice blesse-t-elle les poumons ? Ce sont de très fines poussières de quelques millimètres de millimètres et plus petites encore. Elles pénètrent par les voies respiratoires : nez, gorge, bouche, bronches, atteignent les cils de ces voies respiratoires que sont les alvéoles, là, après avoir été enrobées par certains globules blancs et après avoir été dissoutes par les organismes des poumons, elles produisent une action irritante sur les poumons et déterminent la formation d'une fibrose pulmonaire de forme spéciale qu'on appelle le nodule. Ce sont des sortes de petits grains qui, appendus aux vaisseaux pulmonaires, gênent considérablement les fonctions respiratoires et sont causes d'essoufflement chez le patient ».

Une première remarque s'impose sur la loi du 2 Août 1945, c'est qu'elle ne crée pas pour la silicose une législation particulière, elle ne fait que compléter ou, pour être plus exact, elle vient s'insérer dans la loi du 25 Octobre 1919, loi qui forme le droit commun des maladies professionnelles.

Mais, comme la silicose a des particularités et cela en raison du caractère propre de son évolution, c'est pour cela qu'elle comporte des dispositions spéciales qui la distinguent de la loi du 25 Octobre 1919. Il a fallu l'ordonnance du 2 Août 1945 pour que la silicose soit recon-

nue et réparée au même titre que les accidents de travail.

Un commentaire s'impose à ce premier article.

Nous devons reconnaître malheureusement que, cette fois-ci, notre pays n'a pas été à l'avant-garde du progrès en matière sociale. Alors que la silicose était reconnue comme Maladie Professionnelle par un grand nombre de pays étrangers, et cela depuis longtemps. Cependant, depuis vingt ans, de longues études faites par d'éminents professeurs en matière de pneumoconiose et en particulier par notre grand ami le Docteur Magnien, assisté par des collègues hautement qualifiés, avaient donné l'alarme pour que les pouvoirs compétents se penchent et solutionnent le problème crucial qui occasionnait dans les bassins miniers une multitude d'ouvriers incapables, que les anciennes Directions jetaient au rebut parce que ces « malades professionnels » ne pouvaient se prévaloir d'aucun texte législatif pour faire reconnaître leur affection contractée sur les lieux mêmes du travail.

Comme toute loi qui se respecte, celle du 2 Août 1945 n'est pas parfaite. Il faut (et nous avons déjà commencé) mener une action tenace pour donner à certains de ses articles un sens et une interpréta-

## Quelques réponses à des questions posées

Camarades militants, amis lecteurs, lisez ECHO DES MINES et conservez-le. Lorsqu'une question quelconque vous intéressera, vous serez satisfait de retrouver votre journal par lequel nous vous donnerons le plus de renseignements possible.

Nous devons aussi ceux qui nous disent leur satisfaction d'y trouver de précieux renseignements et qu'à l'occasion de leur entourage... C'est là le meilleur témoignage que l'ECHO DES MINES » rend aux besoins de tous ceux qui sont devenus ses fidèles amis et nous remercions nos consignes :

LISEZ ET FAITES LIRE « L'ECHO DES MINES » C'EST VOTRE JOURNAL. DIFFUSEZ-LE. C'EST VOTRE JOURNAL. CONSERVEZ-LE. C'EST VOTRE JOURNAL.

### DEMANDE CONCERNANT L'ALLOCATION SPÉCIALE

Demande. — Je suis âgé de 32 ans, j'ai 33 ans de fond et ne bénéficie pas de l'allocation spéciale. Pourquoi ? Vais-je profiter d'un rappel ?

RÉPONSE. — Il est alloué à tout ouvrier ou employé des mines qui EN FERA LA DEMANDE, une allocation spéciale cumulée avec un salaire minier. Cette allocation est accordée à la condition d'avoir au moins 30 années de services miniers, dont au moins 10 de fond, (la C.F.T.C. a fait déposer un projet de loi qui étend le bénéfice de cette allocation à tout le personnel de surface).

Cette allocation prend effet à compter du premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande est parvenue à la Caisse autonome nationale. Il n'est donc pas prévu de rappel. Ajoutons que la période pendant laquelle vous percevez l'allocation spéciale (jusqu'à 55 ans) entre en compte dans le calcul de la pension vieillesse.

### PENSIONS DE VEUVES

Demande. — Mon mari est décédé en 1944 en Allemagne comme prisonnier de guerre. Il avait que 9 ans de services militaires. Les 5 années de guerre entrent-elles en compte ? J'ai trois enfants et ne bénéficie que d'une pension de veuve de guerre.

RÉPONSE. — Le temps de guerre entre en compte sous la seule condition que le mari ait été présent à la mine au moment de son départ sous les drapeaux. Dans ce cas, votre mari est considéré comme étant décédé en activité de service aux mines. Vous devez donc adresser votre demande de réversion de pension à la Caisse autonome, en utilisant la formule R bis que nous tenons à votre disposition.

Ajoutons que la période pendant laquelle vous percevez l'allocation mensuelle d'orphelins servie par la C.A. Une demande est à établir sur formule H. D'autre part, si vous ne percevez pas déjà les allocations familiales pour vos trois enfants, vous devez vous adresser au dernier employeur ou à votre Caisse de

bien nous excuser de la longueur de ce texte documentaire, mais nous avons voulu leur donner le moyen d'apprécier assez utilement les différents cas qui peuvent se présenter, leur permettre, par le fait même, de renseigner tous ceux qui, autour d'eux, peuvent être intéressés par l'application de l'article en question.

La réglementation de la Caisse autonome n'est pas encore complètement au point mais le travail est suffisamment avancé pour permettre la constitution des dossiers de demandes et le paiement dans un délai assez bref.

Il appartiendra à ceux qui auront la responsabilité de déterminer les droits des bénéficiaires, de le faire en toute indépendance d'esprit et de loyauté de manière à éviter toutes frictions et les abus toujours possibles.

C'est dans la mesure où les enquêtes nécessaires seront menées avec impartialité que le but recherché sera atteint. Il s'agit d'aider ceux qui sont dans le besoin, tous ceux qui ont des droits à faire valoir. Cette réforme n'est certes pas négligeable, félicitons-nous d'en avoir maintenant dans le domaine de l'application pratique.

Félix PIERRAIN.

tion juste et humaine et aussi, la refonte de certains autres qui, par leurs termes impératifs, lèsent nos vieux mineurs, puisqu'en généralité ceux-ci ne sont pas reconnus puisqu'ils ne remplissent pas les conditions fixées par la loi.

Cette loi du 2 Août 1945, que nous étudierons dans notre prochain article.

Jean GALLEY.

(à suivre)

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs de leur avoir imposé un vocabulaire médical aussi aride, mais cela était nécessaire et nous ne saurions trop leur conseiller de lire les deux brochures du Docteur Jean MAGNIEN, éditées par la Fédération des Syndicats Chrétiens des Mineurs.

### MISE AU POINT, concernant notre article de l'ECHO des Mines de Février 1948.

La loi 48-49 du 12 Janvier 1948 portant réajustement des Rentes Accidents sur 90.000 francs avait en son rapporteur M. MECK, président des Syndicats Chrétiens d'Alsace, sur un projet gouvernemental et sur une proposition des élus Socialistes et M. R. P.

secours, en demandant le bénéfice du

rappel. Demande. — Mon mari est décédé il y a deux ans. La Caisse autonome me refuse l'attribution d'une pension de réversion parce que notre mariage fut célébré un an avant la cessation de travail de mon mari. Quels sont mes droits ?

RÉPONSE. — L'ECHO DES MINES a déjà traité de cette question. Nous devons donc que vous devez vous adresser à la Caisse de secours à laquelle votre mari était affilié. Établissez une demande dûment datée et signée, sollicitant le bénéfice des dispositions de l'article 163 du décret du 27 novembre 1946.

Vous joindrez à votre demande : votre bulletin de naissance ; un certificat de mariage ; le bulletin de décès de votre mari ; la justification des services miniers et militaires ; le N° du livret de pension de votre mari, ainsi qu'une attestation du maire de votre commune établissant que vous étiez à la charge de votre mari durant les trois années qui précéderont le décès.

La C.A. vous attribuera alors un secours dont le taux n'est pas encore fixé, mais qui peut être égal à la pension normale de réversion à laquelle vous auriez pu prétendre.

Ajoutons que pour les personnes qui n'étaient pas remarquées et qui peuvent prétendre au bénéfice de l'article cité ci-dessus, le certificat de mariage peut être remplacé par l'attestation du maire établissant que l'intéressé a vécu maritalement avec le défunt pendant X... années et que pendant les trois années qui précéderont le décès, elle était bien à sa charge.

### ENTRÉE EN COMPTE DU SERVICE MILITAIRE

Demande. — J'ai 32 ans de services miniers et 2 ans de services militaires. Ma pension n'a pas encore été majorée, quels sont mes droits ?

RÉPONSE. — Reportez-vous à l'ECHO DOCUMENTATION de mai 1947. Il y a, dans ce numéro, une étude complète qui répondra amplement à votre question. Cependant, vous pouvez nous adresser votre N° de livret de pension, vos états de services miniers et votre livret militaire. Nous interviendrons à la Caisse autonome.

### MÉDAILLE DU TRAVAIL

Demande. — J'ai 30 ans de services dans différentes compagnies. Puis-je prétendre à la Médaille du travail ? Ou dois-je m'adresser ?

RÉPONSE. — Vous avez droit à cette distinction à la condition que l'interruption de travail entre les différentes compagnies ne soit pas de trop longue durée. Le délai autorisé est de 8 à 15 jours. Il est porté à 3 semaines lorsque la mutation s'est faite de bassin à bassin.

Vous devez adresser votre demande à la Direction du Groupe où vous étiez attaché au moment où vous avez cessé le travail.



## CHEZ LES EMPLOYES DES MINES

### Nouvelle entrevue de la Fédération à la Direction Générale du Bassin

Le 27 Avril dernier, le bureau de la Fédération mandaté par le Conseil fédéral a été reçu, à Douai, par M. ARMANET, Directeur Général, assisté de MM. BAZELIAC, AUREL, REANT et PLANQUE. La délégation conduite par Louis DELABY, Secrétaire Général, était composée des camarades Alfred CREPEL, René PATTE, V. VALLE-RENNBERGHE, Lucien DENIZE et Edmond SZYMANSKI.

L'entrevue avait pour objet les points suivants pour lesquels le Conseil fédéral, lors de sa réunion du 14 Mars 1948, avait décidé une nouvelle intervention.

**Relations avec les Directions :** Louis DELABY fit le tour des difficultés auxquelles se heurtent les représentants syndicaux. La direction promit d'intervenir pour que les relations soient normalisées (réponses aux lettres, entrevues, conversations téléphoniques, etc.).

**Fonctionnement des délégués du personnel :** La question fut particulièrement débattue. Le bureau demanda que des mesures soient prises pour que les délégués du personnel puissent remplir leur mandat sans que leurs fonctions puissent nuire à leur travail et à leur avancement éventuel. La délégation demanda également l'application des articles 13 et 15 du Statut du délégué (affichage, registre spécial des réclamations). Après un long échange de vues, la direction se déclara d'accord pour que toute entrevue des délégués du personnel avec leur direction de groupe fasse l'objet d'un procès-verbal établi en accord afin d'être porté à la connaissance du personnel par voie d'affichage.

**Semaine anglaise :** Plusieurs propositions furent longuement discutées. Il ressort que l'application de la semaine anglaise nécessite, pour le moment, certains aménagements. La direction générale accepta d'envisager un premier stade d'application qui équivaldrait à établir la semaine anglaise à 50 % pour les groupes qui ne la pratiquent pas encore.

**Lundi de ducasse :** La délégation demanda que le lundi de ducasse, lorsqu'il est travaillé, soit payé avec majoration en fin de mois, et non en fin d'année, comme le prévoit la circulaire D. G. 10028e du 17-1-48. La direction générale va revoir la question.

**Convention du personnel hospitalier :** Une fois de plus, le bureau fédéral a réclamé la mise en vigueur du règlement en instance. Promesse fut faite qu'il serait adressé aux organisations sans délai.

**Personnel des fosses et établissements :** Enfin, la délégation a rappelé l'entrevue précédente concernant le classement et le travail des employés des fosses et établissements. L'enquête est en cours.

### RETRAITES COMPLEMENTAIRES

Au cours d'une nouvelle réunion interministérielle, le projet de C. A. R. E. M. a été longuement sur la sellette. Devant l'intransigence des représentants des ministères du travail et des finances sur la question de l'âge de la retraite, l'accord n'a pu intervenir. Des démarches sont en cours auprès des ministres. Le

ministre de l'Industrie et du Commerce que nous avons pu toucher rapidement est d'accord sur le principe de la retraite à l'âge de 55 ans.

### MODIFICATIONS AU STATUT DU MINEUR

Au cours de deux longues entrevues avec M. LACOSTE, Ministre du Commerce et de l'Industrie, le bureau fédéral a apporté de nombreuses observations à certains articles du statut du mineur. En ce qui concerne les employés, il nous a été donné accord définitivement pour le classement des dactylos, sténos et secrétaires. De même, les modifications vont prévoir le reclassement des agents de maîtrise du fond inaptes.

Un additif au statut stipulera qu'un agent de maîtrise du fond déplacé au jour pour insuffisance physique sera reclassé dans la catégorie qui correspond à la nouvelle fonction qu'il remplit, mais, s'il a plus de trois années d'ancienneté comme commissionné en qualité d'agent de maîtrise du fond, sa rémunération ne pourra être, en aucun cas, inférieure à celle qui correspond respectivement aux échelles 4, 5, 6, 7 ou 8 du jour suivant qu'il était classé à l'échelle 1, 2, 3, 4 ou 5 du fond. Nous avons demandé, en outre, que la condition de trois ans d'ancienneté ne soit pas exigée des agents de maîtrise devenus inaptes à la suite d'un accident du travail.

### REUNION DES COMMISSIONS TECHNIQUES

Les commissions techniques renouvelées par le dernier conseil fédéral se sont réunies le 9 Mai, à la Centrale syndicale, à Lens. Les commissions ont procédé à leur installation, désigné le responsable principal pour chaque commission et arrêté leur programme de travail.

### Concession de Béthune

Les agents de maîtrise, techniciens et employés administratifs de la concession de Béthune viennent de tenir leur assemblée générale. L'activité de leur section fut rapportée par le secrétaire Victor VALLERENBERGHE qui passa en revue l'action passée et en cours. La parole fut ensuite donnée au secrétaire général de la Fédération, Louis DELABY, qui fit brièvement l'historique des résultats obtenus par la Fédération, en faveur des employés des mines et insista particulièrement sur la retraite complémentaire.

Après avoir entendu le rapport d'activité de la section et l'exposé du secrétaire général du Syndicat, les employés des mines de la Concession de Béthune :

- PROTESTENT contre la lenteur apportée par le Service Minier à l'approbation du règlement de retraite complémentaire approuvé à l'unanimité par le Conseil d'Administration des Charbonnages de France.
- MANIFESTENT à nouveau leur volonté de jouir de cette retraite dès l'âge de 55 ans.
- RECLAMENT le fonctionnement rapide de la Commission Centrale d'Application de la Convention Collective des Employés des Mines

Ont été désignés comme responsables :

**Agents de maîtrise et Techniciens du jour :** LEGRAND Lazare, sous-chef porion, 10, Cité de Clercq, à Oignies.

**Agents de maîtrise et Techniciens du jour :** FIEVET Fernand, chef de carreau, 27, route d'Harnes, Courrières.

**Administratifs :** MIERSMANN Fernand, employé, rue St-Amé, Annay-sous-Lens.

**Personnel féminin :** Hélène LOUCHET, employée aux services centraux, 2, rue de Brebrières, à Douai.

De plus, une commission pour les centres de formation professionnelle a été constituée. Le responsable est Victor PODEVIN, rue Neuve, à Ferfay.

Les délégués à ces différentes commissions pourront s'adresser aux responsables ci-dessus.

La prochaine réunion des commissions sus-indiquées aura lieu le 13 Juin, à 9 h. 30, à Lens.

Après les élections de délégués du personnel au groupe de Valenciennes, la C.F.T.C. devient nettement majoritaire dans les Houillères du Nord-Pas-de-Calais.

### RESULTATS DE VALENCIENNES

SCRUTIN DU 13-4-48	
C.G.T.	918
C.F.T.C.	612
C.G.C.	399
Indépendants	171

### RESULTATS POUR L'ENSEMBLE DU BASSIN NORD-PAS-DE-CALAIS

C.F.T.C.	4.124
C.G.T.-F.O.	3.482
C.G.T.	3.421
C.G.C.	1.135
Indépendants	200

### Assemblée générale des Employés des Mines C.F.T.C.

avec une représentation équilibrée des organisations syndicales signataires.

- APPUIENT l'intervention de la Fédération pour l'étude d'une classification plus juste de certaines fonctions d'agents de maîtrise, machinistes d'extraction, commis aux écritures du personnel administratif des fosses et établissements.

- MANDATENT le Conseil Fédéral des Syndicats Libres d'Employés des Mines du Bassin Nord-Pas-de-Calais pour étudier et discuter avec la Direction Générale du Bassin la question de la SEMAINE ANGLAISE pour les administratifs.

- RAPPELLENT leur position quant à la scission du Groupe de Béthune qu'ils jugent nécessaire pour une meilleure gestion de nos Houillères.

- En présence du nombre croissant de jeunes ménages d'employés à loger et du nombre infime de logements qui est affecté à cet effet, RECLAMENT AVEC INSISTANCE une attribution plus conséquente qui tienne compte de cette situation.

- SE SEPARANT en renouvelant leur confiance à la Fédération des Syndicats Libres d'Employés des Mines et à son Secrétaire Général pour l'action à poursuivre en vue de la réalisation de ces points.

## Après la "Fête du Travail"

Samedi 1er Mai... Joyeuse animation dans les dépendances de la Centrale. Des groupes arrivent de tous les coins malgré le manque de transports; parmi eux les militants du bassin minier, mais aussi ceux des autres professions: bâtiment, métallurgie, Produits-Chimiques, confection, ceux de la J.O.C., etc...

Tous ces travailleurs et leurs familles sont venus à Lens pour la Fête du Travail et dès 9 h. 30 les drapeaux sortent des camarades et claquent au vent. Le soleil qui brille dans un ciel incertain vient par intermittence donner une note plus claire dans le décor.

Et dès que le cortège s'ébranle, voici tout d'abord deux mineurs en tenue de travail portant un magnifique insigne de la C.F.T.C., insigne forgé par une équipe de militants et de syndiqués.

Voici les drapeaux des syndicats: cheminots, mineurs, employés et autres, portés par des camarades en tenue de travail. Voici la bannière du Patronage de Méricourt qui sous la direction de notre camarade Emile CACHEUX entraîne le cortège au son de pas-redoublés et la Marche des Travailleurs Chrétiens.

Voici les groupes féminins, les dactylos, les ouvrières des tissages et de la confection, les trieurs en tenue de travail.

Et puis, escorté par nos camarades mineurs, voici le magnifique char "A la Gloire du Travail". Son grand cheval de mine surplombe le cortège de sa silhouette élégante, il symbolise ici le travail obscur de ceux qui peinent et donnent leur vie au travail. Sur le char, les écussons honorant les différentes professions dont les syndicats constituent une branche d'activité de l'Union Locale de Lens.

Derrière le char, on reconnaît Gaston TESSIER, Secrétaire Général de la C.F.T.C., Georges TOIRCO, Président Confédéral qui ne manque aucune occasion de manifester sa sympathie à nos organisations minières; Jules CATOIRE, Louis DELABY, Joseph SAUTY, Félix PIERRAIN et toute "l'équipe" des permanents suivis par plus d'un millier de camarades.

Au moment où les drapeaux de la ville, mouvement qui symbolise la fois le sacrifice de ceux qui sont tombés pour la défense de la Patrie et celui des morts au Champ d'honneur du Travail, Gaston TESSIER dépose une magnifique gerbe de fleurs.

Et à travers toute la ville, ce sera le défilé sous les regards sympathiques de la population quelque peu étonnée tout de même de constater qu'en ce matin du 1er Mai, c'est la C.F.T.C. qui sera la première à animer les rues de la capitale minière.

C'est ainsi que le cortège du matin fut un magnifique succès.

### Auchel - Ateliers Centraux

Les élections pour la désignation d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant de la surface qui ont eu lieu le 25 Avril ont été l'occasion d'un tel succès pour la C.F.T.C.

Les résultats furent les suivants :

C.G.T.	215
C.F.T.C.	111
F.O.	95

Comparativement au dernier scrutin, nos camarades Pierre BELLANGER et Vaast BREUVART gagnent 4 voix, cependant que cette fois une troisième liste était présentée.

C'est bien là un exemple de plus de la vanité des prétentions de la C.G.T.

Nous félicitons vivement nos camarades d'avoir travaillé de ce magnifique résultat.

La Fédération

### FEDERATION DE COURRIERES

Les sections ouvrières françaises et polonaises de la Fédération des mineurs de Courrières remercient chaleureusement leurs camarades de la section des Employés pour leur beau geste de solidarité accompli à l'occasion de la grève de Novembre-Décembre.

La somme de 120.000 frs. collectée parmi nos camarades Employés a été répartie dans nos sections ouvrières au bénéfice des familles les plus nécessiteuses.

C'est là un geste qui honore grandement nos camarades Employés et qui a bien servi les liens de solidarité qui les unissent à leurs camarades ouvriers unis avec eux dans notre grande famille C.F.T.C.

Marcel FAUQUETTE  
Secrétaire-Fédéral

### AVION

A l'occasion de la réunion du 10 Avril, le bureau de la section d'Avion a été constitué comme suit :

Président : Marcel LAIGLE  
Secrétaire : Achille LEFIN  
Secrétaire - adjoint : Louis QUENIART  
Trésorier : André DOURELANT  
Trésorier - Adjoint : Constant WAVELET

Membre du Bureau : André DEVILY - Albert ECHETOT - André LAURENT - Auguste DUPREEL - Marcel BEUGNET.

Pour tous renseignements et adhésions, nos camarades d'Avion peuvent s'adresser aux militants désignés ci-dessus.

Succès par le nombre, par le tenue, par la fraîcheur de ses groupes. L'office religieux célébré à la mémoire des victimes du travail fut splendide et le sermon de circonstance prononcé par Monsieur l'abbé BEILLIARD, Aumônier du Travail permit à ce dernier de se surpasser.

Quant à la remise de la Légion d'Honneur à Louis DELABY et dont nous reparlerons par ailleurs, elle fit vivre quelques minutes d'émotion intense et couler quelques larmes dans les yeux de ceux qui se remémoraient certains épisodes de l'action syndicale dans le bassin et plus particulièrement aux mines de Drocourt où, il y a vingt ans, DELABY était jeté sur le pavé pour son action syndicale chez les employés.

Et enfin, magnifique succès que celui de la kermesse. Deux jours durant ce fut la pleine atmosphère des grandes journées d'amitié propre à la C.F.T.C. La foule des visiteurs malgré le manque de transports, malgré le temps inclement, le tout animé par les innombrables "DELPHINES" et les "BAPTICH" transformés pour un temps en tenanciers de stands, assurant un commerce des plus variés avec une compétence à rendre jaloux les professionnels.

Confondus dans une même ardeur mise au service d'un même idéal, les épouses de nos camarades ouvriers réalisaient d'entraîn avec les épouses de nos camarades employés et ingénieurs.

C'est donc à toutes et à tous que nous devons adresser nos remerciements les plus chaleureux et dire combien nous avons été touchés de la spontanéité avec laquelle chacun a participé à l'organisation de ces belles journées qui contribuèrent dans une ambiance particulière à attester de la vitalité de notre mouvement.

Merci donc de tout cœur et selon le vœu exprimé: "NOUS REMETTONS CA" sachant par avance que nous pouvons toujours compter sur le dévouement de tous ceux qui se sont surpassés et qui ne marchaient ni leur temps ni leur peine lorsqu'il s'agit de travailler à la grandeur et à la prospérité de la C.F.T.C.

Le COMITE D'ORGANISATION

### Tirage de la Tombola

Voici la liste des numéros gagnants de la tombola pour la "Reconstruction de la Centrale".

46.228	-	Buffet de cuisine
09.813	-	Poste de T.S.F.
29.308	-	Vélo
06.440	-	Berceau
44.310	-	Lampe de bureau
29.028	-	Bon pour 12 photos
09.743	-	Bon pour un chapeau feutre femme
49.859	-	Tableau "Ferme et Pommier"
49.943	-	Ecrin Bébé - métal blanc
29.208	-	Tableau "Marine"
49.491	-	05.793 - 26.059 - 12.123
00.975	-	18.853 - 38.748 - 21.997
49.876	-	10.048 - 47.518 - 09.928
39.378	-	23.351 - 28.024 - 39.498
09.968	-	46.823 - 29.379 - 07.908
29.240	-	13.129 - 03.235 - 06.249
25.563	-	09.419 - 26.923 - 25.183
01.921	-	01.448 - 29.603 - 29.853
10.890	-	05.146 - 02.373 - 43.949
00.383	-	20.496 - 09.926 - 25.876
49.213	-	22.339 - 18.974 - 43.182
17.659	-	46.683 - 40.968 - 09.606
22.958	-	37.151 - 34.458

Tous les billets se terminant par :

0.700	-	0.599	=	6.105	=	2.198
3.435	-	1.222	=	6.451	=	9.427
2.108	-	7.431	=	5.911	=	2.896
6.897	-	5.496	=	8.101	=	7.167
8.554	-	9.419	=	8.124	=	3.504
9.223	-	5.073	=	1.254	=	8.957
3.496	-	8.326	=	5.020	=	9.451
0.607	-	8.253	=	7.016	=	3.266
5.458	-	9.421	=	2.629	=	2.646
6.174	-	5.391	=	7.702	=	2.023
5.616	-	3.949	=	9.721	=	8.477
3.414	-	1.270	=	7.624	=	4.134
2.288	-	2.960	=	0.099	=	8.341
9.780	-	8.378	=	9.470	=	7.413
3.408	-	5.501	=	0.107	=	3.963
2.783	-	6.621	=	7.925	=	5.470
2.573	-	7.721	=	2.028	=	6.144

Tous les billets se terminant par :

755	-	464	-	734	-	356	-	427	-	597
-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----	---	-----

Les lots sont à réclamer à la Centrale de Lens. Les billets gagnants pourront être déposés dans les différentes permanences du bassin, les lots seront immédiatement acheminés vers les bénéficiaires.

## Notre Grande Famille..

### NAISSANCES

JEAN-MARIE, au foyer de Guislain PINTÉ, des Employés de Courrières.

YOLANDE, au foyer de Jacques DEPREZ, de la section de Méricourt-sous-Lens.

MARIE - THERESE et MARIE-FRANCE, au foyer de Jean VASSEUR, des Techniciens de la concession de Béthune.

GENEVIEVE, 5ème enfant au foyer de André DELELIGNE, de la section d'Allouagne.

RICHARD, au foyer de Léon JANSKI, de la section de Méricourt.

BERNADETTE, au foyer de Alphonse LESCHEVIN et de Marie-Joséphine JONART, des employés de Courrières.

EVELYNE, au foyer d'Albert DUHAMEL, des employés de Courrières.

ALAIN, au foyer de Charles MICHEL, des employés de Courrières.

JEAN-MARIE, petit-fils de Lucien LEMAIRE, des employés de Courrières.

THERESE - MARIE, au foyer d'Augustin MANOUVRIER, militant de la section des employés de Courrières.

ARLETTE, 2ème enfant au foyer de François DORIA, des mineurs de Montigny-en-Gohelle.

THERESE, 6ème enfant au foyer de Jean MERLE, des employés de la concession de Béthune.

MARIE-PAULE, 3ème enfant au foyer de Marc THIETARD, des techniciens de la concession de Béthune.

JEAN-MICHEL, au foyer de Georges BESSOT, des employés du Groupe de Lens.

PAUL, au foyer de Marcel DUSTOI, de la section des mineurs d'Harnes.

PIERRE, 4ème enfant au foyer de André LAURENT, de la section d'Avion.

JEAN - PIERRE, au foyer de Georges DERACHE, de la section des Ateliers Centraux de Wingles.

A nos camarades, aux vaillants mamans nous adressons nos vives félicitations et à chacun des petits nouveaux-nés, nos meilleurs vœux.

### MARIAGES

De Joseph GURAK, de la section de Bruay-en-Artois, avec Mademoiselle Maria KRAKOWSKA.

De Pierre Praszczak, de la section de Bruay - en - Artois avec Mademoiselle Hélène SMULSKA.

De Louis LENTREMY, de la section d'Harnes, fils de Louis LENTREMY de la section des employés, avec Mademoiselle Andrée LE COCC.

De Albert BAUDUIN, de la section d'Harnes, avec Mademoiselle Renée MARTIN.

De Germain DACOSTA, militant de la section de Vendin-le-Vieil, avec Mademoiselle Andrée FIEVET.

De André HOUSSIN, de la section de Montigny-en-Gohelle, avec Mademoiselle Marie GRYSLEYN, institutrice, fille de Désiré GRYSLEYN, cheminot de la section.



En tête du cortège, nos camarades Georges Torcy, Gaston Tessier, Eugène Dupuis, Jules Catoire, Louis Delaby, Joseph Sauty

## LES INTERVENTIONS DE LA FEDERATION

Le 17 Avril, une délégation composée de Joseph SAUTY, Louis DELABY, Félix PIERRAIN et Jules CATOIRE a été reçue par Monsieur LACOSTE, Ministre de la Production Industrielle.

Au cours de cette entrevue, les délégués ont fait part au Ministre de la volonté de la Fédération de faire respecter la légalité dans la composition des Conseils d'Administration des Caisses de Secours. La délégation a demandé au Ministre de prendre toutes mesures propres à assurer un fonctionnement normal des Conseils réglementés élus, estimant qu'ils ont la charge de gérer les Caisses de Sécurité Sociale au mieux des intérêts des travailleurs de la mine

en dehors de toutes considérations d'appartenance syndicale ou politique.

La délégation a insisté de même pour que, sans délai, les attributions des Comités d'Entreprises Nationalisées soient fixées de manière à en assurer un fonctionnement régulier contrairement à ce qui s'est fait jusqu'à présent.

Dans le domaine de l'application du "Statut du Mineur" la délégation a attiré l'attention du Ministre sur les imperfections de l'application de l'article XI garantissant les droits des ouvriers inaptes physiquement et réclamé une application rétroactive plus étendue permettant le reclassement des ouvriers déclassés pendant la guerre

à la faveur de l'occupation.

Une fois de plus, les délégués sont intervenus au sujet d'une amélioration des majorations d'ancienneté du personnel ouvrier nettement dévalorisées par rapport aux autres catégories de personnel.

La délégation a également discuté de la sauvegarde des droits des agents de maîtrise du fond inaptes à l'emploi; du reclassement de différents emplois féminins.

A la suite de cette entrevue, il est permis d'espérer que diverses solutions favorables interviendront dans un délai assez bref.

La Fédération continue son action en ce sens.

La  
Fête  
du  
1er  
Mai  
à  
Lens

Imprimerie Coopérative de la Centrale  
rue Diderot, - Lens. Le Gérant : J. Sauty